

# Il faut le dire...

les interviews de Pascale Fourier

\*\*\*\*

**Jean-Michel Quatrepoint,**

journaliste, auteur du livre « Le choc des empires » - Gallimard

Interview de Mars 2014

## Thème: Union Européenne !

### Traité de libre-échange transatlantique :

### La France, entre USA, Chine et Allemagne

**Pascale Fourier** : Plusieurs dangers du traité de libre échange entre les Etats-Unis et l'Union Européenne qui est en train d'être négocié ont été déjà soulignés par divers commentateurs, mais on n'insiste pas assez souvent sur les visées géopolitiques de ce traité. Quelles sont-elles?

**Le Traité trans-pacifique (TPP) : un traité contre la Chine.**

**Jean-Michel Quatrepoint** : Ce traité est le pendant du traité sur le Pacifique, Trans-Pacifique Partnership (TPP) qui a été lancé il y a maintenant trois ans, à l'initiative des États-Unis, avec notamment l'Australie, le Vietnam, les Philippines l'Indonésie, le Pérou, le Chili - et le Japon s'y est rallié.

A quoi vise le TTIP et le TPP ? A créer des zones de libre-échange où, bien sûr, il n'y a plus de droits de douanes, mais où il y aura un ensemble de normes communes en matière de réglementations, en matière d'environnement, de droits et de brevets.

Du côté Pacifique, le Trans-Pacifique Partnership vise directement la Chine, car les Américains et leurs multinationales considèrent que le marché chinois n'est pas suffisamment accessible à leurs entreprises, que les chinois copient allégrement - ils n'ont pas tort -, ne versent pas de redevance quand ils copient, que, en plus, ils ne donnent pas un accès suffisant à leurs marchés aux groupes américains, et qu'ils privilégient les entreprises chinoises pour leur marché. Ce Trans-Pacifique Partnership est destiné à créer une zone où les partenaires respectent un certain nombre de mêmes règles du jeu - et cela facilite la tâche aux multinationales...

### Chine-USA : le choc des empires

L'idée ensuite a été de faire son pendant sur l'Atlantique. Dans un premier temps, les États-Unis n'étaient pas trop demandeurs de ce partenariat transatlantique avec l'Europe parce que, dans la décennie précédente, dans les années 2000, l'Amérique regardait beaucoup plus vers l'Asie et de moins en moins vers l'Europe. Cela a changé à partir du

moment où les Américains se sont aperçus que les Chinois poursuivaient leur propre stratégie, qu'il n'y aurait pas de G2, parce que dans ce G2, les chinois voulaient être le numéro 1, et les Américains aussi. Progressivement il y a eu de l'eau dans le gaz. Les Américains étaient inquiets par ailleurs des visées militaires chinoises, du développement par la Chine d'une marine de guerre, et aussi d'un accord monétaire qui avait été signé par le précédent gouvernement japonais entre Tokyo et Pékin.

Dans cet accord monétaire, qui avait été signé à la fin 2011, les Japonais et les Chinois s'engageaient à libeller une part croissante de leur commerce dans leurs deux monnaies en se passant du dollar. Pour les Américains, c'était un casus belli parce que le dollar est la monnaie internationale, que c'est celle dans laquelle on cote les matières premières et par laquelle se font les échanges. A partir du moment donc où la Chine et la Japon avaient décidé de se passer progressivement du dollar, c'était un risque majeur pour le dollar. Et cela les américains ne pouvaient pas le supporter. Ils ont donc réagi. Ils ont récupéré le Japon, qui a rebasculé dans leur giron à l'occasion du changement des élections de 2012 et de la querelle qui est arrivée fort opportunément sur les fameuses îles Senkaku (ou Diaoyu), querelle suscitée par une provocation du gouvernement de Tokyo – et peut-être les services américains ne sont-ils pas étrangers à cette querelle...

Toujours est-il que le Japon est revenu dans le giron américain, parce qu'il n'y avait pas de partenariat trans-pacifique si le Japon n'était pas dans le coup. Donc là, effectivement il y a une logique, même si les négociations avancent très lentement, parce que dans ce type de traité il faut que les uns et les autres fassent des compromis et cèdent sur certains domaines pour gagner sur d'autres. Mais comme les américains sont grands, les américains veulent gagner sur beaucoup de domaines..., et les japonais veulent gagner aussi sur d'autres domaines... - les autres pays sont un peu réduits à la portion congrue. Ca traîne donc en longueur.

Les Américains ont donc cette négociation trans-pacifique qui, encore une fois, vise directement la Chine. Les Chinois ont été invités à participer au Trans-Pacific Partnership, mais bien évidemment ils ont

refusé. Ils essaient eux-mêmes d'avoir une zone de libre-échange qui essaie d'attirer certains des pays qui seraient aussi dans la zone trans-pacifique. On a affaire donc à une bataille d'empires, et chacun essaie d'attirer des alliés.

### **Vers l'idée d'un traité transatlantique.**

A partir du moment où les américains mettaient en place cette zone de libre-échange sur le Pacifique, ils se sont dit que, pour redevenir l'hyper-puissance qu'ils étaient, qu'ils sont toujours un peu d'ailleurs, il fallait qu'ils se mettent au milieu du jeu. Je crois beaucoup à la géographie en matière de géopolitique, et chacun des empires qui se constitue aujourd'hui se veut au milieu du monde. La Chine se veut au milieu du monde - c'était « l'empire du milieu » -, veut redevenir l'empire du milieu, commerçant avec les États-Unis et l'Asie et commerçant avec l'Europe. Elle est au milieu. Et les Américains se sont repositionnés pour effectivement se remettre au centre du jeu mondial. Ils développent leur accord dans la zone pacifique et, pour être au milieu, ils ont besoin d'un pendant sur la zone atlantique : ils ont donc réactivé ce vieux projet de traité de libre échange transatlantique.

### **De l'intérêt de l'Allemagne (et du Royaume-Uni) au traité USA-UE...**

**Pascale Fourier** : Quel est l'intérêt de l'Union Européenne là-dedans?

**Jean-Michel Quatrepoint** : Il faut bien voir les choses... Il y a l'intérêt de l'Allemagne, qui domine l'Europe, et accessoirement de la Grande-Bretagne. Les autres suivent, mais c'est l'Allemagne qui décide. L'Allemagne est l'hégémon de l'Europe aujourd'hui, ne nous en déplaise. Ça nous fait mal au cœur à nous, Français, mais elle est devenue allemande, clairement. Donc ce traité transatlantique, l'Allemagne est pour. Et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, fondamentalement, les Allemands sont pour le libre-échange au nom de l'ordolibéralisme, et les anglais aussi - c'est la patrie d'Adam Smith et de Ricardo. Eux et Barroso, que certains considèrent comme un agent des américains, et peut-être n'ont-ils

pas complètement tort, ont poussé à la roue... En plus, les multinationales américaines bien sûr, mais aussi européennes, et surtout allemandes, sont tout à fait pour. Car encore une fois, il ne s'agit plus d'abattre les droits de douanes : il n'y a plus de droits de douanes ! Selon les produits, c'est au maximum 3%. Sur certains produits très peu nombreux, c'est 10% encore, mais pour le reste, c'est 3% et d'autres zéro. Le but, c'est d'avoir les mêmes normes. Pour les industriels, c'est important parce qu'avoir les mêmes normes permet d'amortir les chaînes de production et les produits sur un ensemble beaucoup plus vaste. Ensuite, ce qu'ils espèrent, c'est d'avoir des normes moins contraignantes. Et ça, c'est le but, notamment pour les multinationales américaines : elles veulent des normes moins contraignantes.

### L'ordo-libéralisme allemand

Alors, reprenons l'intérêt pour les Allemands. La politique allemande, c'est celle de ses groupes industriels, depuis 1945 comme à l'époque de Bismarck. La géostratégie allemande, c'est celle de ses groupes industriels. La contrepartie des groupes industriels, c'est qu'ils jouent le jeu de la communauté nationale. C'est « l'ordo-libéralisme », c'est-à-dire que l'Etat est à leur service en fait et fait en sorte qu'ils puissent se développer. En contrepartie, les groupes industriels allemands récupèrent de la valeur ajoutée, créent de l'emploi, essaient de donner un salaire correct et participent à l'effort d'exportation. Ils sont donc insérés dans la communauté nationale et ils jouent le jeu, avec la cogestion en plus...

L'Allemagne est à deux vitesses aujourd'hui, certes... Mais ceux qui sont dans les moins bien lotis, ce sont les immigrés de l'Est, les femmes seules, etc. Mais la majorité des employés allemands dans les grandes entreprises, dans les mittelstand les syndiqués allemands, ou délégués, ont profité de cette politique. Ils ont même bénéficié de cette Allemagne à deux vitesses parce que, quand l'ouvrier allemand a eu son salaire bloqué, il le supportait d'autant mieux que les services étaient beaucoup moins chers. Il n'y avait pas de smic dans les services : le coiffeur, les femmes de ménage, les taxis étaient donc beaucoup moins chers qu'en France, sans parler de l'immobilier...

### Produire aux USA pour réimporter en Europe...

L'intérêt des groupes allemands, notamment des groupes automobiles - et le lobby automobile en Allemagne est excessivement puissant, sous Schroeder comme sous Merckel, est grand dans ce traité. Les groupes allemands se sont installés aux États-Unis depuis plusieurs années. Volkswagen a investi notamment dans son usine dans le Tennessee à Chattanooga. Ils ont investi 4 milliards de dollars, ont bénéficié de subventions de l'État américain, 500 millions de dollars. Et aujourd'hui Volkswagen produit 500 000 Passat par an aux États-Unis. C'est un marché considérable pour eux. Pour Mercedes aussi. Mais ces groupes produisent aux États-Unis pour les États-Unis. L'Amérique est redevenue compétitive parce que, avec la crise, les salaires ont baissé. Les États et les villes donnent des subventions aux industriels pour qu'ils investissent dans les nouveaux ateliers de production et, surtout, l'énergie y est beaucoup moins chère grâce à l'exploitation des gaz de schiste. Les coûts de l'énergie aux États-Unis sont deux fois moindres qu'en Europe aujourd'hui, ce qui est un avantage compétitif considérable ! Et on va retrouver ça pour l'Allemagne. L'idée des groupes industriels allemands, c'est de se dire qu'ils produisent déjà aux États-Unis et que, s'ils ont les mêmes normes de chaque côté de l'Atlantique, ils pourront produire aux États-Unis pour l'Europe. Ils produiront là où c'est moins cher, en zone dollar, avec un dollar bas par rapport à un euro élevé... Ils pourront aussi produire certains composants en Europe, les envoyer aux États-Unis pour qu'ils soient assemblés dans les usines américaines avant de revenir en produits finis.

Les groupes allemands ont un temps d'avance dans la mondialisation, dans l'externalisation des ressources, dans la délocalisation des sous-ensembles. Ce temps d'avance, ils l'ont depuis dix ans, en jouant l'hinterland de la Mitteleuropa. Maintenant, ils passent à une étape supérieure, qui est la délocalisation éventuelle en Chine et aux États-Unis. C'est une pensée mondiale. Si vous faites une voiture aux États-Unis pour le marché européen et pour le marché asiatique du transpacifique, là, vous avez un sacré marché.

Et c'est l'intérêt d'Obama et des américains, qui récupèrent de l'emploi et de la valeur

ajoutée sur leur sol. Quant aux allemands, on pourrait dire que cela fera éventuellement de l'emploi en moins pour l'Allemagne, sauf que les groupes allemands vont gagner de l'argent en produisant aux États-Unis, et, à ce moment-là, ils peuvent rapatrier les dividendes aux retraités allemands... Comme ils ont une main d'œuvre et une population vieillissante, ils ont besoin d'avoir des revenus. Encore une fois donc, les Allemands ont intérêt à ce traité.

Pour les anglais, ils espèrent que la City sera non seulement le pôle financier dominant pour l'Europe, mais aussi à égalité avec Wall Street. Les Anglais, ce qui les intéresse, c'est la finance puisque aujourd'hui la City, c'est ce qui assure l'essentiel des revenus de la Grande-Bretagne.

**Pascale Fourier** : Et la France dans tout ça ?

### Et la France ?...

**Jean-Michel Quatrepoint** : Eh bien la France est cocue! La France, n'a pas anticipé les coups. On ne se préoccupe pas de la stratégie... François Hollande est imbattable sur la carte électorale et la bataille des municipales... Il connaît tout le monde, la moindre ville ! Mais il ferait mieux de connaître un peu plus le monde ! Même s'il s'y met un peu, mais il a du retard. Et ce n'est pas en un an qu'on apprend ce qu'on n'a pas appris pendant vingt-cinq ans. Les dirigeants français sont hexagonaux. Ils regardent leur nombril depuis vingt-cinq ans. Pendant ce temps, les autres regardent le monde. Madame Merkel, chaque année, va en Chine et, chaque année, le président chinois vient en Allemagne. Pour les Chinois, l'Europe, c'est l'Allemagne. C'est tout. Et ça, on ne l'a pas compris.

**Pascale Fourier** : Mais du coup, quels sont les risques ?

**Jean-Michel Quatrepoint** : Nos points forts, quels étaient-ils ? L'industrie du luxe. Ça le reste encore. Le tourisme. Ça le reste encore un peu même si on est cher et qu'on n'est pas toujours très accueillants. On avait le nucléaire : on s'est fait avoir par les Allemands qui ont abandonné le nucléaire et on se retrouve quasiment tout seuls à faire les centrales nucléaires. On avait Airbus : Airbus

nous échappe progressivement, le pouvoir passe dans les mains des Allemands. On avait l'industrie de défense : les Allemands s'y sont mis à leur tour - ils exportent beaucoup en industrie de défense. Comme je le dis dans chaque bouquin, « porter les armes, non. Exporter les armes, oui ». L'agro-alimentaire, c'était un de nos points forts. Eh bien les allemands nous sont passés devant, même pour les ventes de fromages, qu'ils vendent plus que nous, c'est quand même un comble !

Ils ont utilisé la main d'œuvre bon marché des pays de l'Est. Mais c'est de notre faute aussi : on n'a pas anticipé, on n'a pas compris ce qui se passait. Notre commerce extérieur est donc toujours déficitaire, de façon hallucinante. Vous ne pouvez pas perdre 60 milliards d'euros par an et attendre qu'il ne se passe rien. Tout l'argent qu'on a perdu depuis dix ans, ce sont les Allemands qui l'ont gagné, et cela fait vingt ans qu'ils ont le pouvoir. Et nous, on est ramenés à la portion congrue.

Que nous reste-t-il comme point fort ? Les industries dites culturelles ? Le cinéma français, parce que les allemands ont fait une croix là-dessus, ils s'en moquent. Plus important : tout ce qui est le numérique. On n'est pas trop mauvais. On est meilleur que les Allemands sur tout ce qui est informatique, innovation, le web notamment. Mais là, on sera, dans le traité, face à Amazon, Google, Facebook, etc. Or, ce que les américains veulent, c'est que leurs Amazon Google et Facebook aient champ ouvert sur l'Europe, qu'on ne les ennuie pas et qu'ils puissent continuer à ne pas payer d'impôts en Europe. Les normes, ce sera là-dessus. La pharmacie est un de nos points forts. Là aussi les américains veulent que ce soit leurs normes qui soient adoptées. Un atout ? L'agro-alimentaire, les produits, tout le sanitaire, où les normes européennes sont beaucoup plus draconiennes qu'aux États-Unis.

Les multinationales sont à la manœuvre. Ce sont elles qui négocient et veulent obtenir les normes les plus favorables qui sont plutôt les normes américaines. Les Allemands sont prêts à lâcher puisque, de toute façon, ils ont leur contrepartie pour leur industries automobiles, leurs industries de biens d'équipements. Nous, on va donc perdre les derniers secteurs où on avait encore une présence...

**Pascale Fourier** : Pourquoi alors les politiques ont-ils accepté cette négociation?

**Jean-Michel Quatrepoint** : Xavier Bertrand, que j'ai vu avec plaisir quand on a fait le débat de la fondation Respublica, est un des rares, parmi les politiques, à avoir compris. Les multinationales françaises ne sont pas forcément contre cet accord puisque elles ont de moins en moins d'activité en France. Total y trouve son compte, les grands groupes y trouvent leur compte. Ceux qui n'y trouveront pas leur compte, c'est tout le tissu moyen qui va disparaître définitivement. Alors on nous dit qu' à ce moment-là on fera du tourisme, qu'il nous restera le luxe, LVMH, Hermès, le nucléaire, qui nous coûte une fortune maintenant parce qu'on n'arrive pas à amortir les futures centrales sur une grande échelle et qu'on ne peut pas négocier avec les Chinois...

On aurait pu avoir une autre stratégie, se dire qu'on allait essayer de faire des alliances de revers avec la Chine, avec la Russie, etc. Oui, mais Hollande a choisi la Quatrième République. Il a choisi l'atlantisme. Il joue Obama, d'ailleurs on l'a vu lors de son voyage aux USA. Vous avez vu les déclarations qu'il a faites?

**Pascale Fourier** : Oui, mais c'est désespérant....

**Jean-Michel Quatrepoint** : Ça...Il y avait une expression autrefois, à l'époque de la Quatrième République . C'était les communistes qui traitaient les socialistes de « social-traîtres »...C'est du social-atlantisme...Il n'a pas les tripes nécessaires pour s'opposer à Madame Merkel. Et il est vrai que nous sommes dans une situation économique qui ne nous permet pas trop de nous opposer.

**Pascale Fourier** : En 2005, les Français s'étaient opposés à ce qu'on appelait le « Traité constitutionnel européen », notamment parce qu'il organisait le libre-échange de façon ferme et définitive pour des décennies. C'était un des arguments contre le traité, mais il a porté je pense. Là, si le TTIP est signé ; c'est le libre-échange pour des décennies et des décennies ?

**Jean-Michel Quatrepoint** : Oui , vous êtes piégés : ce sont les multinationales qui décideront.

**Pascale Fourier** : Si ce traité est signé, on ne peut plus en sortir ?

**Jean-Michel Quatrepoint** :Ce traité engage les pays de l'Europe....